



Yaoundé, le 13 OCT 2026

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 790014/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 13 OCT 2026 POUR LA
SELECTION DE CABINETS D'ETUDES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME NATIONAL DE
CERTIFICATION DE MASSE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR
INFORMEL « TRAIN MY GENERATION » ET L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL NATIONAL D'ASSURANCE
QUALITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE (DEUX LOTS). EN PROCEDURE D'URGENCE.

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la sélection de Cabinets d'études en vue de la mise en place d'un programme national de certification de masse et de renforcement des capacités des travailleurs du secteur informel « Train my generation » et l'élaboration d'un référentiel national d'assurance qualité en formation professionnelle (deux lots) en procédure d'urgence.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, réparties en deux (02) lots distincts, comprennent notamment :

- **Lot 1 : Mise en place d'un programme national de certification de masse et de renforcement des capacités des travailleurs du secteur informel « train my generation ».** L'étude devra :
 - Réaliser un diagnostic actualisé du secteur informel camerounais ;
 - Identifier les filières prioritaires alignées sur la transformation industrielle ;
 - Analyser les dispositifs existants de certification et de validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ;
 - Proposer un modèle opérationnel de certification de masse ;
 - Définir un dispositif modulaire de renforcement des capacités ;
 - Elaborer un plan quinquennal de déploiement national ;
 - Proposer un mécanisme de gouvernance multi-acteurs ;
 - Elaborer une projection budgétaire pluriannuelle ;
 - Définir un système de suivi-évaluation axé sur les résultats.
- **Lot 2 : Elaboration d'un référentiel national d'assurance qualité en formation professionnelle.**
 - Réaliser un diagnostic du système actuel d'assurance qualité en formation, professionnelle (formation continue, initiale et d'apprentissage) tout en évaluant les mécanismes de mise en œuvre de l'Approche par Compétences (partenariat, alternance théorie-pratique, ressources pédagogiques élaborées selon l'APC, suivi et remédiation, qualités personnels et plateaux techniques etc.) ;
 - Identifier les bonnes pratiques nationales et internationales en matière d'assurance qualité en formation professionnelle ;
 - Elaborer un référentiel d'assurance qualité structurée indiquant clairement les domaines, normes, critères, indicateurs, procédures etc. ainsi que le mécanisme et dispositif de suivis, d'évaluation et les outils d'assurance qualité ;
 - Produire un guide méthodologique d'opérationnalisation du référentiel d'assurance qualité.

NB : (Un soumissionnaire peut postuler pour les deux lots et peut en être attributaire à condition de présenter des personnels clés entièrement distinctes pour chaque lot).

1.3 ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres comprend deux (02) lots à savoir :

1.3 ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres comprend deux (02) lots à savoir :

- Lot 1 : Mise en place d'un programme national de certification de masse et de renforcement des capacités des travailleurs du secteur informel « train my generation » ;
- Lot 2 : Elaboration d'un référentiel national d'assurance qualité en formation professionnelle.

1.4 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût total prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables s'élève à cinquante et un millions de francs CFA (51 000 000) FCFA reparté comme suit :

Lot 1 : vingt-cinq millions cinq cent mille (25 500 000) francs CFA.

Lot 2 : vingt-cinq millions cinq cent mille (25 500 000) francs CFA

1.5 DELAIS PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations de chaque lot est fixé à trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.

1.6 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Cabinets d'études de droit camerounais, installés au Cameroun, et justifiant d'une expertise avérée dans les domaines de l'ingénierie de la formation professionnelle.

1.7 FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget Fonctionnement (BF) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Exercice 2026, Imputation : 60 35 361 1 32000003 0980 361315 (Lot 1) 60 35 361 2 23000002 0980 361312 (Lot 2).

1.8 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**.

1.9 CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire, pour chacun des lots auxquels il soumissionne, doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission** acquitté à la main, d'un **montant de deux cent cinquante-cinq milles (255 000) francs CFA** pour chacun de lot, établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics. Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité d'un cautionnement de soumission au dépouillement des offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre, sans recours.

1.10 CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06 et la version électronique, sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System

de quatre-vingt-cinq milles (85 000) francs CFA payable au Trésor Public ; ce sur présentation de la quittance de paiement.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

1.12 REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le _____ à 12 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** » ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 013/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 13 OCT 2026
POUR LA SÉLECTION DE CABINETS D'ÉTUDES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME NATIONAL
DE CERTIFICATION DE MASSE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR
INFORMEL « TRAIN MY GENERATION » ET L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL NATIONAL D'ASSURANCE
QUALITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE (DEUX LOTS). »

LOT N° : _____

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.13 RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents séparés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les dossiers portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les dossiers non-conformes au mode de soumission

Tout dossier incomplet conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclaré irrecevable. L'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou celle du récépissé de consignation délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

1.14 OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des dossiers se fera en deux temps et aura lieu le 05 NOV 2026 13 heures précises dans la salle de réunion du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès dudit Ministère.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandaté peuvent assister à cette séance d'ouverture.

L'ouverture des offres financières se fera après l'évaluation technique et ne concerne que les soumissionnaires ayant obtenu une note technique égale ou supérieur au seuil de qualification.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des dossiers après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

1.15 CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission accompagné du récépissé de dépôt délivré par la CDEC à l'ouverture des dossiers ;
2. Non-conformité ou absence d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
3. Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. Non-respect du format de fichier des offres ;
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années et de non exclusion annuellement établi par le MINMAP ;
6. Note technique inférieure à 75% de l'ensemble des critères essentiels d'évaluation ;
7. Absence de capacité financière d'au moins trente pour cent (30%) du coût prévisionnel des prestations pour chaque lot ;
8. Absence d'un élément de l'offre financière ;
9. Omission d'un prix unitaire quantifié dans les bordereaux des prix unitaires ;
10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
12. Absence ou non-conformité du profil du chef de mission pour chaque lot ;
13. Absence de la charte d'intégrité datée et signée
14. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales

CRITERES ESSENTIELS

1. Références du soumissionnaire dans le domaine ;
2. Conformité des caractéristiques techniques ;
3. La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Qualification et compétence des experts ;
5. Le matériel nécessaire (le cas échéant) ;
6. Preuve d'acceptation du Marché (CCAP et Méthodologie et profils des experts, cachetés, datés à chaque page et signés avec la mention « lu et approuvé » ;
7. Présentation générale de l'offre.

1.16 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre-Commande de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante après combinaison des notes techniques et financières.

1.17 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 200 339 / 222 204 581 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

1.19 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, le 3 OCT 2026

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounouna Goutson



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 000014/AONO/MINEFOP/CIPM/2025 OF 13 OCT 2025 FOR THE SELECTION
OF CONSULTING FIRMS FOR THE ESTABLISHMENT OF A NATIONAL MASS CERTIFICATION AND
CAPACITY-BUILDING PROGRAM FOR INFORMAL SECTOR WORKERS ("TRAIN MY GENERATION") AND
THE DEVELOPMENT OF A NATIONAL QUALITY ASSURANCE FRAMEWORK FOR TECHNICAL AND
VOCATIONAL EDUCATION AND TRAINING (TVET) (TWO BACHES).

1.1 PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Employment and Vocational Training, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the selection of Consulting Firms to Consultancy Services for the Establishment of a National Mass Certification and Capacity-Building Program for Informal Sector Workers ("Train My Generation") and the Development of a National Quality Assurance Framework for Technical and Vocational Education and Training (TVET) (Two baches).

1.2 SCOPE OF SERVICES

The services, divided into two (02) distinct baches, notably include:

Lot 1: Establishment of a National Mass Certification and Capacity-Building Program for Workers in the Informal Sector ("Train My Generation")

- The assignment shall consist of:
- Conducting an updated diagnostic assessment of Cameroon's informal sector;
- Identifying priority value chains aligned with the country's industrial transformation agenda;
- Reviewing existing certification systems and mechanisms for the Recognition of Prior Learning (RPL);
- Proposing an operational model for a national mass certification program;
- Designing a modular capacity-building framework for informal sector workers;
- Developing a five-year national implementation plan;
- Proposing a multi-stakeholder governance mechanism;
- Preparing a multi-year budget projection; and
- Designing a results-based monitoring and evaluation (M&E) framework.

Lot 2: Development of a National Quality Assurance Framework for Technical and Vocational Education and Training (TVET)

- The assignment shall consist of:
- Conducting a diagnostic assessment of the current quality assurance system in technical and vocational education and training (initial training, continuing training, and apprenticeship), including an evaluation of the implementation mechanisms of the Competency-Based Approach (CBA), such as partnerships, work-based learning, theory-practice integration, competency-based learning resources, learner monitoring and remediation, staff qualifications, technical platforms and training facilities, among others;
- Identifying national and international best practices in quality assurance for technical and vocational education and training;

- Developing a structured National Quality Assurance Framework clearly defining quality domains, standards, criteria, indicators, procedures, as well as monitoring, evaluation and quality assurance mechanisms and tools; and
- Preparing a methodological guide for the operationalization and implementation of the National Quality Assurance Framework.

NB: (A bidder may apply for both lots and may be awarded both, provided they present entirely distinct key personnel for each lot).

1.22 ALLOTMENT

This Invitation to Tender comprises two (02) baches, as follows:

- **Lot 1:** Establishment of a National Mass Certification and Capacity-Building Program for Workers in the Informal Sector ("Train My Generation");
- **Lot 2:** Development of a National Quality Assurance Framework for Technical and Vocational Education and Training (TVET).

1.23 ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following prior studies stands at:

- Lot 1: 25,500,000 CFA F (Twenty-five million five hundred thousand CFA francs);
- Lot 2: 25,500,000 CFA F (Twenty-five million five hundred thousand CFA francs).

Cumulative Total: 51,000,000 CFA F (Fifty-one million CFA francs).

1.24 ESTIMATED DELIVERY DEADLINE

The maximum execution deadline provided by the Contracting Authority **for the performance of services for each lot is set at three (03) months** from the date of notification of the Service Order to start the services.

1.25 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to consulting firms governed by Cameroonian law, established in Cameroon, and justifying proven expertise in the fields of labor economics, employment planning, statistical modeling, or public policy monitoring and evaluation.

1.26 FINANCING

The services, which are the subject of this Invitation to Tender, shall be financed **by the Functioning Budget (FB) of the Ministry of Employment and Vocational Training, 2026 Financial Year, Budget Head: 60 35 361 1 32000003 0980 361315 (Bach 1) 60 35 361 2 23000002 0980 361312 (Bach 2)**

1.27 SUBMISSION METHOD

The method of submission chosen for this consultation shall be **exclusively online**.

1.28 BID BOND

Each bidder, for each lot they are bidding for, must include in their administrative documents a hand-paid bid bond amounting to **Two hundred and fifty-five thousand (255,000) CFA francs per lot**, established by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon, in accordance with the terms of Circular Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB OF 23 July 2025 relating to the procedures for the establishment, deposit, retention, withdrawal, return and realisation of bid bonds in public contracts. This bid bond must be accompanied by the receipt of deposit issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence or non-compliance of a bid bond at the tender opening will result in the outright rejection of the offer without any request.

1.10 CONSULTATION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06, and the electronic version is available on the Cameroon Online E-procurement System (COLEPS) platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm> upon publication of this notice.

1.11 ACQUISITION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The physical version of the Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) can be obtained during working hours at the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06, upon publication of this notice, against payment of eighty-five thousand (85,000) CFA francs payable to the Public Treasury; upon presentation of the payment receipt.

It is also possible to obtain the ITT Dossier by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the ITT Dossier purchase fee.

1.12 SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English.

Each bid, prepared in French or English, shall be submitted by the bidder through the COLEPS platform no later than 05 NOV 2025 at 12:00 noon sharp.

A backup copy of the bid, recorded on a USB flash drive or CD/DVD, shall be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", together with the physical version of the bid security accompanied by the receipt issued by the CDEC, in addition to the wording indicated below, within the prescribed deadline.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 014/AONO/MINEFOP/CIPM/2025 OF 13 OCT 2025
FOR THE SELECTION OF CONSULTING FIRMS FOR THE ESTABLISHMENT OF A NATIONAL MASS CERTIFICATION AND CAPACITY-BUILDING PROGRAM FOR INFORMAL SECTOR WORKERS ("TRAIN MY GENERATION") AND THE DEVELOPMENT OF A NATIONAL QUALITY ASSURANCE FRAMEWORK FOR TECHNICAL AND VOCATIONAL EDUCATION AND TRAINING (TVET) (TWO BACHES)."

LOT NO.: _____

"TO BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION."

FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall ensure they use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

1.13 ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing indications of the identity of the bidders;
- Envelopes received after the deadline dates and times for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not conform to the submission method;
- Non-compliance with the number of copies indicated in the ITT Regulations or offer only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Invitation to Tender Dossier will be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a first-class financial institution approved by the Minister of Finance or that of the consignment receipt issued by the CDEC will result in the outright rejection of the bid without any recourse.

1.14 BID OPENING

The opening of bids shall be done in two phases and shall take place on ~~05 June 2026~~ 05 June 2026 at 13:00 p.m. prompt in the meeting room of the Ministry of Employment and Vocational Training, by the Internal Tenders Board of the said Ministry.

Only bidders or their duly mandated representatives may attend this opening session.

The opening of the financial proposals shall take place after the technical evaluation and shall only concern bidders who have obtained a technical score equal to or above the qualifying threshold.

Under pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). They must be less than three (03) months old as from the original date of submission of bids or must have been established after the date of signature of this Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the opening session, the bidder shall be granted a statutory 48-hour deadline by the Board to regularize the document, failing which the bid shall be rejected.

1.15 EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

1. Absence or non-compliance of the bid bond accompanied by the lodgment receipt issued by the CDEC at the opening of the bids;
2. Non-compliance or absence of an administrative document after exhaustion of the statutory 48-hour moratorium;
3. False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
4. Non-compliance with the bid file format;
5. Absence of a sworn statement of non-abandonment of a public contract during the last three years and of non-exclusion yearly established by Publics Tendres Ministry;
6. Technical score below 75% of all the essential evaluation criteria;
7. Absence of financial capacity of at least 30% of the estimated cost of the services for each lot;
8. Absence of any element of the Financial Offer;
9. Omission of a quantified unit price in the schedule of unit prices;
10. Absence of the dated and signed Integrity Pact;

11. Absence of the dated and signed commitment declaration to comply with environmental and social clauses;
12. Absence or non-compliance with the required profile of the Team Leader for each lot;
13. Absence of a dated and signed Integrity Charter;
14. Absence of the Declaration of Commitment to comply with environmental requirements.

ESSENTIAL CRITERIA

1. References of the bidder in the field;
2. Compliance of technical characteristics;
3. Proposed methodology in adequacy with the TOR;
4. Qualification and competence of experts;
5. Necessary equipment (where applicable);
6. Proof of acceptance of the Contract (CCAP, Methodology, and profiles of experts, stamped, dated on each page, and signed with the handwritten mention "read and approved");
7. General presentation of the bid.

1.16 AWARD OF THE CONTRACT

The Contracting Authority shall award the Jobbing Order to the bidder whose bid has been judged essentially compliant with the Tender File, who possesses the technical and financial capacities required to satisfactorily execute the Jobbing Order, and whose financial offer has been evaluated as the lowest bidder, after combining the technical and financial scores.

1.17 PERIOD OF VALIDITY OF BIDS

Bidders remain bound by their bids for a period of **ninety (90) days** from the deadline date set for the submission of bids.

1.18 ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information can be obtained in the premises indicated above, from the Director of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 200 339 / 222 204 581 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

1.19 FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

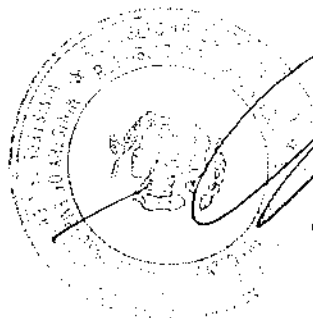
For any report of corruption or acts of malpractice, please call the Ministry in charge of Public Procurement or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, the 12 04 2016

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication and archiving);
- Chairman CIPM (for information);
- Contracts Service (for archiving);
- Notice Board.

Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I



Mounouma Foutso